

Samedi 11 octobre 2025 | En ligne sur : [enb.iisd.org/2025-iucn-world-conservation-congress](http://enb.iisd.org/2025-iucn-world-conservation-congress)

## Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN : Vendredi 10 octobre 2025

La conservation de la nature nécessite la participation de diverses voix et parties prenantes, depuis celles qui sont en première ligne face au déclin de la nature, telles que les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes et les jeunes, jusqu'à celles qui ont la capacité d'y apporter des ressources financières et technologiques.

Vendredi, le Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a continué à donner la parole à ces acteurs à travers ses forums, ses expositions et ses sommets. En élargissant le cercle des parties prenantes, le Congrès renforce l'urgence d'une action collective. Les discussions de la deuxième journée ont permis de tenir des sessions sur la conservation mettant en vedette les jeunes, de sensibiliser les entreprises et l'industrie à leur dépendance à l'égard d'écosystèmes sains, et de partager des connaissances grâce à des dialogues, des formations, des débats et des exposés.

### Dialogues de haut niveau

**La nature est l'affaire de tous : mobiliser des capitaux pour la biodiversité et la résilience :** Ce dialogue de haut niveau a ouvert le [sommet des entreprises](#) en réunissant des décideurs mondiaux afin qu'ils partagent la manière dont ils ouvrent de nouvelles opportunités d'investissement dans la nature. Becky Anderson, de CNN Abu Dhabi, a modéré le débat.

Dans son discours liminaire, Razan Al Mubarak, Présidente de l'UICN, a proposé quatre « thèmes principaux » pour guider le dialogue : la matérialité, la dépendance, la réputation et les opportunités. Elle a déclaré que le coût de la perte de biodiversité n'était plus abstrait, se manifestant « ici et maintenant », perturbant les chaînes d'approvisionnement et faisant peser des risques importants sur les entreprises. Elle a, en outre, souligné la dépendance de ces dernières à l'égard de la nature, reconnaissant que le déclin des écosystèmes affectait la résilience et la croissance des entreprises. Elle a insisté sur la valeur intrinsèque de la nature et a exhorté le secteur privé à stimuler l'innovation afin de s'attaquer à des problèmes urgents à grande échelle.

Humphrey Kariuki, fondateur du Janus Continental Group, a souligné que l'Afrique abrite un quart de la biodiversité mondiale et plus d'un tiers des espèces, mais qu'elle est l'une des régions les plus sous-financées en matière de conservation. Il a insisté sur le fait qu'« investir en Afrique, c'est investir dans la Terre » et a présenté sa vision d'une Afrique jouant un rôle de premier plan dans la conservation à l'échelle mondiale.

La table ronde a porté sur les thèmes suivants : comment le financement innovant peut-il favoriser la biodiversité ? Comment soutenir l'argument commercial en faveur de la nature ? Le pouvoir du capital philanthropique et catalytique pour surmonter les risques ? Et comment soutenir les investissements durables ?

Kazuhiko Kamada, Directeur de la stratégie chez Oji Holdings Corporation, a mis en avant le travail de son entreprise pour créer des produits à valeur ajoutée à partir de ses 635 000 hectares de forêt, comme la production de bioéthanol à partir de bois pour soutenir la dé-carbonisation dans l'industrie aéronautique. Il a également partagé ses expériences en matière de surveillance et de collecte de données pour gérer les forêts d'une manière positive pour la nature.

Laurence Pessez, Directrice mondiale du développement durable chez BNP Paribas, a souligné l'importance de disposer d'indicateurs vérifiables, scientifiques, mesurables et contrôlables pour répondre à l'incertitude des investisseurs. Elle a fait observer que les réglementations constituent une forte incitation à faire agir les entreprises et a souligné la nécessité d'impliquer les parties prenantes locales dès le début afin de garantir que les communautés concernées bénéficient des avantages du projet.

Camille Rivera, Oceanus Conservation, a fait part de ses réflexions quant aux effets de la perte de biodiversité sur les communautés aux Philippines. Elle a mis en avant le [programme Blue Carbon](#), qui soutient le reboisement des étangs piscicoles abandonnés afin de favoriser la biodiversité et les moyens de subsistance des communautés. Elle a souligné la nécessité de canaliser les financements vers la collecte de données dans



La Présidente de l'UICN, **Razan Al Mubarak**, lors de l'événement commémorant la regrettée Jane Goodall



**Humphrey Kariuki**, Fondateur du Janus Continental Group

les zones de conservation, mettant en exergue notamment l'importance du renforcement des capacités au sein des communautés locales.

**Préserver la vie : le pouvoir de la biodiversité :** Ce dialogue de haut niveau s'est ouvert par un discours liminaire de Grethel Aguilar, Directrice générale de l'UICN, dans lequel elle a souligné le rôle du Congrès dans l'édification de la « maison de l'Union » et a fait valoir que les solutions aux crises environnementales doivent s'attaquer aux inégalités économiques, sociales et culturelles.

Au cours de la discussion modérée par Achim Steiner, ancien Administrateur du Programme des Nations unies pour le développement, David Obura, Président de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a souligné les interconnexions et la pensée holistique. Il a cité la séquestration du carbone comme exemple où une approche sectorielle unique pourrait avoir des effets secondaires négatifs, tandis que des modèles de gouvernance traitant des questions interconnectées pourraient apporter des avantages connexes.

Alessandra Yupanqui, cofondatrice et rédactrice en chef de Sapiens, a critiqué la conception moderne dominante de la relation conflictuelle entre l'homme et la nature, citant les taux élevés de dépression et d'anxiété dans des villes comme New York, Tokyo et Singapour comme effet secondaire de l'aliénation de la nature. Défendant la science autochtone et les « cosmovisions » comme alternatives, elle a parlé de son

parcours en tant que migrante autochtone et de l'importance des canaux de communication pour exprimer ces perspectives et ces connaissances. Mme Yupanqui a également souligné le rôle des défenseurs autochtones qui « mettent leur vie en danger » et « meurent à cause de la pollution par le mercure et le pétrole ».

Rohitesh Dhawan, Président-Directeur Général du Conseil international des mines et métaux (ICMM), a souligné le rôle crucial des minéraux tels que le lithium, le cobalt et le nickel dans la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques, tout en reconnaissant la nécessité de « changer les méthodes d'exploitation minière ». Il a évoqué les [principes miniers volontaires de l'ICMM](#) comme une approche plus durable pour protéger les personnes et l'environnement. Pressé par le modérateur Steiner sur la réaction négative actuelle du secteur privé à l'égard de ces politiques, il a déclaré : « Nous aurions pu facilement renier nos engagements, mais nous ne l'avons pas fait ». Reconnaissant les dommages causés par l'industrie minière aux peuples autochtones, il s'est engagé à respecter le principe du consentement préalable libre et éclairé.

**Hommage à Jane Goodall :** Ce dialogue de haut niveau, co-organisé par le Jane Goodall Institute et l'UICN, a donné aux participants l'occasion de célébrer le travail et l'héritage de Jane Goodall. La session était modérée par Ian Stewart, du Secrétariat de l'UICN.

Lilian Pintea, du Jane Goodall Institute, a rappelé les liens profonds qui unissaient Jane Goodall à son équipe à l'Institut et ses recherches novatrices sur le comportement des chimpanzés. Il a souligné que, si nous n'aidons pas les gens à gagner leur vie sans détruire l'environnement, nous ne pourrions pas protéger la nature.

La Directrice générale de l'UICN, Grethel Aguilar, a rendu hommage à Jane Goodall pour avoir « changé la façon dont l'humanité se perçoit par rapport au monde naturel », rappelant que Jane Goodall a « réécrit l'histoire » de ce que signifie faire partie de la nature. Elle a exhorté les participants à transmettre le message selon lequel, ensemble, nous pouvons construire un monde où les hommes et la nature prospèrent en harmonie.

Qualifiant Jane Goodall de « l'une des scientifiques les plus connues au monde », Russell Mittermeier, Président de la Commission de survie des espèces de l'UICN, Groupe de spécialistes des primates, l'a félicitée d'avoir ouvert la voie aux femmes dans la recherche sur le terrain.

La Présidente de l'UICN, Razan Al Mubarak, a partagé quatre leçons tirées de Goodall, appelant les participants à



**Kazuhiro Kamada**, Vice-président exécutif et Directeur de la stratégie, Oji Holdings Corporation



**Camille Rivera**, Oceanus Conservation



**Alessandra Yupanqui**, Cofondatrice et Rédactrice en chef, Sapiens

« vivre » chaque instant, à « aimer » sans condition, à « rire » et à « donner » de leur temps, de leurs connaissances et de leur expérience. En donnant tant d'elle-même, a déclaré Mubarak, Goodall nous a donné à tous de l'espoir.

Alice Macharia, du Jane Goodall Institute, a rendu hommage à Jane Goodall en la qualifiant de « chuchoteuse de la nature » et a salué son travail en faveur de la conservation menée par les communautés. Tara Golshan, de l'organisation Education Roots and Shoots, aux Émirats arabes unis (EAU), a affirmé que [Roots & Shoots](#) était l'héritage de Jane Goodall axé sur la jeunesse, soulignant que ce mouvement était actif dans plus de 70 pays à travers le monde.

### Événements de haut niveau

**Lancement de la norme mondiale actualisée pour les solutions fondées sur la nature :** Cet événement de haut niveau a lancé la [norme mondiale actualisée de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature](#) (NbS), renforçant ainsi le cadre pratique fondé sur la science pour la conception, la mise en œuvre et la mesure d'activités NbS efficaces. Susanne Pedersen, Directrice du Centre pour la science et la connaissance de l'UICN, a modéré l'événement.

Dans son discours liminaire, la Directrice générale de l'UICN, Mme Aguilar, a salué la norme révisée comme un « engagement renouvelé en faveur de la transformation ». Elle a souligné son rôle dans le soutien apporté aux différents acteurs pour développer des solutions crédibles, mesurables et efficaces, harmoniser les trois conventions de Rio et lutter contre le greenwashing.

Marie Bjornson-Langen, Agence française de développement (AFD), a décrit la norme comme étant une référence commune pour accroître la crédibilité des NbS afin d'attirer les investisseurs et de mobiliser de nouveaux financements.

Yoko Watanabe, de la Banque asiatique de développement, a souligné la création du [Nature Solutions Finance Hub](#) avec des partenaires clés, notamment l'AFD et le Fonds OPEP pour le développement international.

Musonda Mumba, secrétaire général de la Convention sur les zones humides, a rappelé aux délégués que les NbS touchent à des questions territoriales telles que le régime foncier et les droits fonciers.

Angela Andrade, Présidente de la Commission de gestion des écosystèmes de l'UICN, a présenté la norme mise à jour. Elle a rappelé le processus de rédaction, soulignant les nombreux acteurs impliqués et attirant l'attention sur l'évolution de

l'environnement institutionnel, les NbS étant désormais prises en compte dans de nouveaux contextes politiques tels que l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement et la CDB. Reconnaissant les défis et les effets secondaires négatifs rencontrés dans la mise en œuvre de la version 2020 de la norme mondiale pour les NbS, elle a présenté plusieurs innovations, notamment : une plus grande attention accordée à la pensée systémique ; une clarté et une utilité accrues, notamment grâce à un outil d'auto-évaluation amélioré ; un accent plus fort mis sur les droits et l'équité ; et une nouvelle structure de gouvernance, incluant un rôle plus important pour les pôles régionaux et nationaux de NbS.

Au cours de la table ronde qui a suivi, Olivier Rukundo, chef de l'unité « Peuples et biodiversité » du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a souligné le rôle des solutions fondées sur la nature dans le Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité (GBF). Claudine Blamey, Directrice du développement durable chez Aviva, a déclaré que la mise à jour de la norme rassurait les investisseurs et les marchés, et a appelé à intégrer les solutions fondées sur la nature dans les politiques d'infrastructure et les cadres fonciers. Dans des remarques reprises par Bjornson-Langen et Watanabe, elle a souligné la nécessité d'établir des règles claires en matière d'enregistrement, de conformité et d'application grâce à un cadre de gouvernance solide.

Les discussions ont également porté sur : l'importance de passer du niveau mondial au niveau national dans la mise en œuvre des NbS ; une meilleure intégration des NbS dans différents processus et secteurs ; et la transformation de la norme en pipelines d'investissement ayant un impact positif sur les populations et la planète.

### Sessions thématiques sélectionnées

**Renforcer la conservation résiliente et les zones protégées dans les régions arides et hyperarides :** Abdallah Atlasat, du Centre national pour la faune sauvage (NCW) d'Arabie saoudite, a présenté cette session thématique, qui a pris la forme d'un débat structuré. Robert Muir, du NCW, a présenté les trois prémisses faisant l'objet du débat, en mettant l'accent respectivement sur l'ambition, les systèmes et la gouvernance. Filippo Maria Carli, du Bureau régional de l'UICN pour l'Asie occidentale (ROWA), a animé le débat.

Le premier débat a porté sur la question de savoir si les objectifs quantitatifs sont plus importants pour obtenir des résultats durables en matière de conservation nationale que les



**Lilian Pintea**, Jane Goodall Institute

objectifs axés sur la fonction écologique ou la gouvernance. James Hardcastle, Zones protégées et conservées, UICN, a fait valoir que les pourcentages sont le langage commun de l'ambition et devraient servir de guide pour définir l'ampleur du problème. Mohammed Shobrak, NCW, a rétorqué que la conservation de habitats entiers était plus importante que des pourcentages amorphes. Salwa Elhalawani, FTI Consulting, Arabie saoudite, a souligné l'importance des approches ascendantes centrées sur les communautés, insistant sur le fait que « la résilience ne se construit pas en hectares, mais dans les institutions et les sociétés ».

Le deuxième débat a porté sur la question de savoir si les résultats de la restauration dépendent davantage de la réintroduction et de la protection des espèces que du fonctionnement des écosystèmes ou des avantages pour les communautés. Philip Seddon, de l'université d'Ottago, a fait valoir que les espèces phares suscitent un élan, des investissements et une visibilité. Mohammed Darwish, NCW, a souligné que la véritable restauration commence par la reconstruction des fondements écologiques, et non par la réintroduction prématurée d'espèces dans les zones protégées. Chiekh Mohamedou, de l'UICN ROWA, a souligné que la restauration ne peut perdurer « que lorsque les populations et les écosystèmes prospèrent ensemble ».

Lors du troisième débat, les participants se sont demandé si les zones protégées pouvaient perdurer sans que les priorités nationales en matière de développement soient intégrées dans les processus de planification. Benjamin Lee, de la Commission royale pour AIUla, a fait valoir que les zones protégées sont des outils de première ligne pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité. Sue Stolton, d'Equilibrium Research, a abordé la question de l'efficacité et des valeurs, soulignant que le succès se définit par les résultats et non par les valeurs. Elle a souligné que l'action de gouvernance est toujours un exercice de compromis et doit être guidée par des systèmes de valeurs normatifs, tels que [la Liste verte des zones protégées et conservées de l'UICN](#).

**Obtenir des avantages socio-économiques et en matière de conservation grâce à la gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les écosystèmes d'eau douce :** Cette session thématique, organisée sous la forme d'un World Café, a été ouverte par Kevin Smith, chef du programme Espèces envahissantes et santé de la faune sauvage de l'UICN. La session a mis en évidence les priorités et les solutions efficaces pour l'éradication des EEE dans les écosystèmes d'eau douce.

Piero Genovesi, Président de la Commission de survie des espèces de l'UICN, Groupe de spécialistes des espèces envahissantes, a déploré le déclin mondial de 85 % de la faune d'eau douce, les EEE ayant affecté 60 % des extinctions mondiales. Estimant le coût annuel à 400 milliards d'euros, il a souligné que les EEE ont un impact significatif sur les moyens de subsistance, la santé, les économies et les identités culturelles dans le monde entier. Il a réitéré l'efficacité de la gestion des EEE en tant qu'outil de conservation et la disponibilité de pratiques efficaces, conformément à l'objectif 6 du GBF.

Ana Nunes, du Programme sur les espèces envahissantes de l'UICN, a présenté la session World Café axée sur les quatre aspects de la gestion des EEE : l'éradication en eau douce, la gestion communautaire, les politiques nationales et les approches holistiques. Les groupes ont été animés par Joshua Klemm, Directeur exécutif d'International Rivers ; Muhammad Iqram, fondateur et Codirecteur de Tapak Diversitas Hayati Nusantara ; Victoria Lichtschein, Directrice exécutive de la Fundación Biodiversidad Argentina ; et Guillaume Gigot, de l'Agence



**Manal Awad Mikhail**, ministre du Développement local et ministre de l'Environnement par intérim, Égypte

française pour la biodiversité, qui a également résumé les discussions.

Les groupes ont notamment appelé à impliquer les peuples autochtones et à utiliser les connaissances traditionnelles dans la planification de la gestion des EEE. Ils ont souligné l'importance des stratégies et législations nationales pour hiérarchiser et gérer l'éradication des EEE, tout en mettant l'accent sur les politiques ascendantes et locales, et en combinant la technologie avec la conservation communautaire. Les groupes ont également plaidé en faveur d'une augmentation des ressources financières, de systèmes d'alerte précoce et de la sensibilisation du public.

**ENACT Partnership Stories from the Ground : à quoi ressemblent les solutions fondées sur la nature qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas ?** Cette session thématique transversale s'est concentrée sur la réduction des risques de dépassement climatique et le renforcement des mesures de conservation de la résilience en examinant le potentiel de transformation des NbS. Sandeep Sengupta, responsable mondial des politiques sur le changement climatique à l'UICN, a animé la session. La session a débuté par un segment de haut niveau, suivi de deux panels d'experts.

Manal Awad Mikhail, ministre de l'Environnement par intérim de l'Égypte, a souligné les efforts de son pays pour soutenir les politiques et stratégies NbS, notamment le projet d'adaptation climatique de la côte nord, qui vise à protéger les espaces verts menacés par les inondations du Nil.

Oliver Conz, du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, a déclaré que les NbS sont « la pierre angulaire des ambitions climatiques mondiales », soulignant leur pouvoir en tant qu'outil unificateur pour faire face à la fois à la crise climatique et à la crise de la biodiversité.

Hambardzum Matevosyan, ministre de l'Environnement de l'Arménie, a souligné l'engagement de son pays à promouvoir les NbS, indiquant que son pays accueillera la 17e réunion de la Conférence des Parties (COP17) à la CDB en 2026, et soulignant que les NbS seront un thème central.

Stewart Maginnis, Directeur général adjoint de l'UICN, a souligné la « nécessité réelle d'un changement à l'échelle du système » afin de réduire le cloisonnement sectoriel et de soutenir les stratégies de transformation des NbS. Il a présenté un aperçu de la norme mondiale révisée de l'UICN pour les NbS.

Kerry Max, Affaires mondiales, Canada, a souligné certains défis auxquels sont confrontées les NbS, notamment le renforcement des capacités, la divergence des intérêts entre les parties prenantes, les limites de la chaîne d'approvisionnement et



**Liette Vasseur**, Deputy Chair, IUCN Commission of Ecosystem Management

les exigences en matière de suivi et de reporting. Angela Andrade, Présidente de la Commission de la gestion des écosystèmes de l'UICN, a déclaré que les NbS doivent renforcer et promouvoir l'intégrité écologique, soulignant que le fait de ne traiter qu'un seul service écosystémique peut créer des compromis néfastes.

Alfredo Daniel Redondo, de l'équipe Climate Champions, a présenté le travail de son équipe pour soutenir la Présidence de la COP 30 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) au Brésil, notamment en soutenant les initiatives NbS existantes associées au Programme d'action mondial pour le climat. Atsuhiko Yoshinaka, de l'université Rakuno Gakuen, a expliqué comment les NbS ont été appliquées au Japon, en citant le projet Yamagawa Sea Cradle Blue Carbon, qui vise à restaurer les herbiers de zostères afin de relancer la pêche locale, avec un rendement de plus de 200 millions de yens par hectare et par an.

Melissa De Kock, Directrice adjointe du Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement, a souligné la nécessité de bien établir les fondements des NbS. Elle a fait remarquer que cela nécessite une co-création, des définitions claires et une bonne compréhension des compromis et des résultats, ainsi que des personnes qui supportent le coût des NbS et de celles qui en tirent profit.

Jun Hashimoto, de la société Shimizu Corporation, a réfléchi à la responsabilité des entreprises de construction dans le soutien aux NbS et a présenté un exemple de projet de biodôme mis en place par son entreprise pour soutenir la biodiversité et l'éducation des employés, des jeunes de la région et de la communauté au sens large.

Liette Vasseur, Vice-présidente de la Commission de gestion des écosystèmes de l'UICN, a appelé à impliquer les communautés dans les projets NbS dès le début. Elle a déclaré que les NbS doivent être transparentes, responsables et favoriser l'apprentissage social.

### **Présentation des intervenants : Vitrine de la conservation**

**Océans d'opportunités : la technologie et les jeunes au service de la conservation marine :** Cette présentation a mis en avant [la zone marine protégée \(ZMP\) Swatch of No Ground](#), où des solutions innovantes ont contribué à faire progresser la conservation marine.

La session s'inscrivait dans le thème du Congrès de l'UICN, « intensifier les actions de conservation résilientes », en présentant des technologies de surveillance des espèces et en renforçant la prise de décision fondée sur des données pour les mesures de conservation.

Dorothea Theunissen, GIZ, a souligné l'importance de la ZMP Swatch of No Ground, un haut lieu de biodiversité qui sert d'habitat à la mégafaune marine et de zone d'alimentation vitale, ainsi que de lieu de reproduction et de couloir de migration pour les cétacés et les poissons. Soulignant les défis liés aux mesures de conservation, notamment l'accès limité aux données sur la biodiversité et l'océanographie, elle a suggéré de combler les lacunes en matière de données grâce à des innovations telles que le marquage par satellite, le codage à barres ADN et la recherche menée par des jeunes.

ABM Sarowar Alam, de l'UICN Bangladesh, a présenté les résultats d'une étude sur les mouvements des tortues marines et des crocodiles d'eau salée à l'aide d'une étude de télémétrie par satellite.

Il a noté que les résultats ont éclairé les actions respectives des gouvernements, telles que la gestion des crocodiles sauvages et élevés en captivité. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont engagé un dialogue sur l'implication des communautés, la traduction de la recherche scientifique en objectifs réalisables et l'autonomisation des jeunes dans la gestion des océans.

### **Zone d'apprentissage : approfondissement**

**Gouvernance des océans : comprendre le traité sur la haute mer (BBNJ) :** Cette session approfondie a permis aux participants de découvrir en avant-première le guide explicatif de l'UICN sur l'accord conclu dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (accord BBNJ). Alejandro Iza, Directeur du Centre du droit de l'environnement du Secrétariat de l'UICN, a animé la session.

Odile Conchou, AFD, a souligné l'importance du soutien financier pour la préparation de guides et de formations qui favorisent l'assistance technique et le renforcement des capacités.

Heidi Weiskel, de l'équipe Global Ocean de l'UICN, a souligné qu'il y avait des leçons à tirer des AMP existantes dans la mise en œuvre d'outils de gestion par zone dans le cadre du Traité sur la haute mer, citant comme exemple l'AMP de la région de la mer de Ross et sa prochaine révision en 2027.

Commentant l'entrée en vigueur prochaine de l'accord en janvier 2026, Minna Epps, du Programme mondial pour les océans et les pôles du Secrétariat de l'UICN, a noté que le soutien politique sera crucial pour maintenir l'élan et progresser vers la mise en œuvre.

Jimson Dávila Ordoñez, de la Société péruvienne pour le droit de l'environnement, a souligné que le Traité annonce un changement structurel dans la conservation de la biodiversité au-delà des juridictions nationales, et a insisté sur l'importance de renforcer les capacités et d'inclure toutes les parties prenantes dans les processus décisionnels, citant en particulier les pêcheurs artisanaux.

Les panélistes ont ensuite invité les participants à discuter, entre autres, des impacts sur les organisations régionales de gestion des pêches, des connaissances écologiques traditionnelles et de l'avenir des COP BBNJ.

Kristina Gjerde, conseillère principale pour la haute mer, Commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN 2021-2025, a rappelé aux participants qu'il restait encore beaucoup à faire. Christina Voigt, Présidente de la Commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN, a appelé les parties à « insuffler la vie à cet accord essentiel ».